

Sommaire

Humeurs de rentrée,

par Michel GALIN, page 2

**Après le "socialisme", c'est la "République" qui
passe par dessus bord,**

par Amaury COUDERC, pages 3 et 4

Chevènement ou le Berger au loup,

par Robert DUGUET, page 5

Situation du mouvement syndical,

par Bernard FISCHER, page 6

Une démocratie bien tempérée

par Jean DESON, pages 7 et 8.

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-ST-YON 91790

CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR

Cyrille-Robert Broux, militant des Verts

Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front

Amaury Couderc, militant socialiste progressiste

Françoise Deson Jean Deson

Michelle Dospital, militante associative

Robert Duguet, militant socialiste progressiste

Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)

Bernard Fischer, militant associatif

Michel Galin, militant syndical

Gérard Grandamme, militant alternatif

Serge Guichard, militant du PCF

Vincent Huet, militant de la LCR

Jean Yves Lesage, GR La Commune

Gérard Morlier, militant associatif

Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste

Jean Sanchez, militant associatif

Sylviane Charles et Dominique Larchet, VDI

Vincent Présuney, militant socialiste

N° 111 septembre 2000

8^e année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

Imprimé par nos soins

HUMEURS DE RENTREE

par Michel Galin

Le choix du mois

Gouverner, c'est paraît-il faire des choix. En avril, Lionel JOSPIN avait prélevé 1 milliard de francs de la cagnotte fiscale pour l'éducation. En septembre ce sont 2 milliards donnés en subventions diverses pour les entreprises de transports, de pêche ou d'agriculture afin de compenser la hausse du pétrole; ces 2 milliards s'ajoutent à la cinquantaine de milliards de baisses d'impôts.

Un milliard donc d'un côté pour mieux former la jeunesse, un peu plus de l'autre pour que les patrons routiers puissent continuer à faire des profits en faisant rouler les camions.

Référendum

Le droit de vote est une conquête démocratique qu'il faut défendre. Cependant, le référendum est un dispositif permettant au monarque républicain de la cinquième république de réaliser un plébiscite. Sans complexe donc, je n'irai pas à mon bureau de vote le 24 septembre.

La réduction du mandat à 5 ans n'a pas pour seul effet d'accélérer la respiration de la démocratie comme l'affirment les partisans du oui du PS et du RPR. Le couplage de l'élection présidentielle et des élections législatives risque de transformer la cinquième république en vrai régime présidentiel. Les citoyens auraient encore plus à se prononcer sur un homme que sur un programme et des propositions, les parlementaires seraient encore plus cadennassés dans le soutien au président au détriment de leur mandats devant les électeurs.

Voter non, en absence de dynamique susceptible de provoquer une crise politique aurait pour effet d'approuver le statu quo. N'étant ni pêcheur, ni chasseur, ni traditionaliste, je n'irai ni à la pêche, ni à la chasse, ni à la messe le 24 septembre, j'irai faire du vélo!

Corse.

Je continue à penser que les peuples ont le droit à disposer d'eux mêmes. Les corses ont le droit de choisir démocratiquement l'indépendance. Ce n'est pas la voie qui a été choisie par L. Jospin, avec le libéral J. Rossi et ses acolytes nationalistes du conseil régional de Corse.

La "corsisation" des emplois publics ressemble beaucoup aux "français d'abord" du front national et remet en cause la logique d'ensemble des services publics en modifiant les critères de recrutements des agents.

La dévolution de pouvoirs législatifs s'inscrit dans la politique européenne de l'Europe des régions. Il est loin d'être certain que les corses aient beaucoup à y gagner; n'étant pas une des régions les plus riches de France; elle ne provoquera guère l'attention de la commission de Bruxelles qui, de toute façon n'a aucun compte à rendre devant des électeurs. Mais dans le cadre de la construction libérale de l'Europe, Lionel Jospin fait preuve d'habileté en exploitant une crise réelle pour avancer les pions de la commission de Bruxelles: moins d'état, plus de région et de local.

L'enseignement obligatoire du Corse tient plus du symbole. Il faudra trouver des enseignants (17 candidats pour 10 postes au CAPES de Corse cette année).

Enfin, quelles sont les forces sociales que représentent José Rossi et les nationalistes? Il est certain que les salariés, même corses, de l'île n'en font pas partie. S'agit-il de livrer la Corse aux bétonneurs (et à la mafia comme l'affirmait J.F. Rossi avant d'être assassiné)?

Il y a de toute évidence un problème Corse. Les grandes déclarations sur l'unité de la République sont, pour la plupart, plus dans la tradition du centralisme Gaulliste et Bonapartiste, que dans celle de la révolution de 1789. Le paradoxe est qu'un gouvernement de Gauche prétende résoudre ce problème avec la fraction la plus réactionnaire de la Corse.

APRÈS LE « SOCIALISME », C'EST LA « RÉPUBLIQUE » QUI PASSE PAR DESSUS BORD...

Par Amaury COUDERC.

Le Parti « Socialiste » et Jospin ont pris pour habitude de profiter de l'été pour mettre en œuvre les points les plus contestables de leur politique, pensant à juste titre que les citoyens en vacances ont d'autres préoccupations et ne réagiront pas.

Cette période a donc été mise à profit pour tenter de rendre irréversible le processus de remise en cause du fond et de la forme des institutions républicaines.

Institutions garantissant aux citoyens les mêmes droits et les mêmes devoirs sur l'ensemble du territoire de la République française.

Cette remise en cause s'est faite avec la complicité des composantes de la gauche plurielle, si l'on excepte le cas « Chevènement », lequel n'est tout de même pas allé jusqu'à remettre en cause son appartenance à la Gauche dite « plurielle » (Élections obligent...).

Une partie de la droite par la voix de Chirac approuve du bout des lèvres ce processus, mais, ce qui est intéressant c'est qu'une autre partie de cette même droite (la plus pro-européenne) parfaitement cohérente, en profite pour demander que soit appliqué le même processus à l'ensemble des régions.

Une grande partie des Verts, tout en soutenant le processus demande elle aussi son extension aux autres régions.

Le Parti Communiste approuve le processus et se tait... encore une fois contre l'avis des communistes locaux, mais depuis la « mutation » tout le monde a bien compris que l'avis des militants et élus communistes importait peu, seul compte de « coller » au PS afin de sauver le maximum de mandats électoraux, fusse au prix de tous les reniements. La chasse aux sorcières est à nouveau ouverte.

Le processus « Jospin » pour la Corse est grave et inacceptable à plusieurs titres :

- il remet en cause les institutions et les fondements mêmes de la République,
- il remet en cause l'égalité de tous les citoyens devant la loi votée par le parlement de la République élu au

suffrage universel,

- il remet en cause la notion même de citoyenneté au profit d'une distinction d'ordre ethnique « *le peuple corse* » ce qui est la négation même de la citoyenneté républicaine,
- il remet en cause la langue française comme étant la langue de tous les citoyens français. Qui peut douter que la langue corse rendue obligatoire sera finalement utilisée dans l'administration, que les textes administratifs ne seront pas finalement rédigés en corse rendant les emplois administratifs accessibles aux seuls corses. N'est-ce pas là un exemple édifiant de la préférence régionale et enfin nationale si chère à Le Pen et **rendue obligatoire de fait ?**

(Au passage je ne peux que m'interroger : pourquoi rendrait-on obligatoire la langue corse, parlée par moins de 100 000 personnes et pas la langue d'oc parlée encore par plus de 6 millions de citoyens dans le sud de la France ?)

Enfin,

- il est une « prime » à la bombe et à la violence,
- il est un processus dont personne ne pourra maîtriser l'évolution vers l'indépendance. La réunion à Bénodet le 27 Août 2000 des militants de la « Fédération des Régions et Peuples Solidaires » regroupant bretons, basques, corses, occitans, alsaciens... ne laisse aucun doute sur le but final : « *Le processus de Matignon nous permet aujourd'hui de poser la question dans les autres régions. Il serait anormal qu'on ne concède aujourd'hui des possibilités d'évolution qu'à ceux qui utilisent la violence.*

Nous voulons une évolution radicale des institutions françaises vers le

fédéralisme dans le cadre d'une Europe fédérale des peuples et des régions. On ne pourra pas se contenter d'une nouvelle réformette il faut que la France se mette en harmonie avec les autres états européens. »

Les choses sont claires, l'exemple basque ou catalan en Espagne en fait la démonstration. L'autonomie ne suffira pas, elle n'est qu'une étape vers l'indépendance, donc l'éclatement de la république,

il est une incitation aux autres régions à faire parler la « poudre ». La Bretagne, le Pays Basque, la Catalogne, l'Alsace, et pourquoi pas le Béarn, la Gascogne, les Flandres, le Maine et l'Anjou ... ont les mêmes raisons historiques de réclamer l'autonomie, voire l'indépendance. C'est un formidable retour en arrière, c'est le retour au moyen-âge et c'est cela que les hommes politiques « dans le vent » des régionalistes aux Verts en passant par les « socialistes » et les communistes nous présentent comme une avancée historique...

Devant ce processus de déliquescence, devant l'approbation tacite ou la désapprobation complice (Gauche « socialiste » et autres apprentis sorciers...) le seul processus qui vaille est de consulter le peuple français et en tout premier lieu les citoyens des deux départements corse.

Pourquoi refuse t'on de consulter les français ?

La réponse est claire et nette : plus de 80% d'entre eux seraient opposés à ce processus. Jospin et les « socialistes » le savent bien, mais leur problème ne se situe pas au niveau de la démocratie.

Jospin et les « socialistes » ont mis en route ce processus pour deux raisons essentielles :

La première, parfaitement cohérente avec la volonté de construire l'Europe sur le modèle des Landers passe par la création de Régions avec des pouvoirs élargis, y compris législatifs, donc par l'éclatement de la nation qui devient aujourd'hui un obstacle.

Le processus corse sera étendu aux autres régions, c'est aujourd'hui la logique Rocardo-Jospinienne qui prévaut au sein du PS.

La deuxième raison est tout simplement de tenter

d'acheter la tranquillité en Corse pour une période intermédiaire allant jusqu'aux élections présidentielles. Après, on verra...

BREVES

« *Quand c'est fini et ni et ni, ça recommence...* » (Léo Ferré)

Successeur de Claude Allègre au ministère de l'Education Nationale, Monsieur Lang s'est rendu cet été au festival interceltique de Lorient, où il a rencontré les responsables de l'école Diwan. Qu'est ce que Diwan, c'est une école privée qui enseigne en langue bretonne, dont le fondateur historique, antisémite et fasciste, à l'image du courant autonomiste breton, a soutenu le gouvernement de Pétain et a négocié avec les autorités politiques allemandes, en l'occurrence le parti nazi, la promesse d'une reconnaissance de la culture et de la langue bretonne... Ceci pour l'histoire. Monsieur Lang s'est engagé, Europe fédérale libérale oblige, à passer contrat au nom de l'Etat avec Diwan. Ceci signifiant en toute logique que l'Etat acceptera que l'enseignement puisse être donné en breton et financera l'institution Diwan comme il finance l'enseignement catholique.

Une lettre signée du ministre de l'Education reconnaît la pratique religieuse comme « *raison valable* » pour accorder une dispense de cours le samedi, selon un communiqué publié par l'Eglise des adventistes du septième jour. Le ministère a reconnu suite à cette déclaration que des demandes de dérogations individuelles émanant d'élèves souhaitant se reposer le samedi (judaïsme, adventisme) étaient parfaitement recevables au terme d'un arrêt du conseil d'Etat de 1995...

Allez Jack ! Et vive la République !

Un ouvrage remarquable :

Fred ZELLER; "Témoin du siècle, de Blum à Trotsky au Grand Orient de France", Grasset 139f. "Peu nombreux sont les êtres qui, au soir de leur vie peuvent se dire qu'ils n'ont pas trahi les idéaux de leur 20 ans. A 88 ans Fred est de ceux-là. Certes des illusions se sont évanouies mais, sur l'essentiel, il n'a jamais varié, ni transigé. C'est la fidélité faite homme."

SITUATION DU MOUVEMENT SYNDICAL

Par Bernard FISCHER

Face à une situation politique paradoxale, le mouvement social est lui aussi pris dans l'engrenage du paradoxe. **Durant des mois toutes les confédérations syndicales ont participé aux négociations relatives à la refondation sociale sans aucun rapport de force interprofessionnel.** Logiquement ces négociations ont abouti à la signature d'un accord entre le MEDEF et la CFDT relatif à l'assurance-chômage. Ne parlons pas de la CFTC, sa signature ne représente quasiment rien. De quoi s'agit-il ? On restreint encore les droits des chômeurs, on crée une indemnisation à deux vitesses, on prévoit une cogestion de l'UNEDIC par la seule CFDT, on exclut les confédérations non-signataires alors que la situation de croissance économique crée des cagnottes dans toutes les caisses (citons le chiffre de 30 milliards pour l'UNEDIC). Nous connaissons la suite : le gouvernement de la gauche plurielle refuse provisoirement l'agrément de cet accord.

Sur les trois partenaires de la refondation sociale, le MEDEF, le gouvernement et les syndicats, nous porterons les caractérisations suivantes :

- Le MEDEF est aujourd'hui le seul parti politique de la droite française dans une situation de quasi-disparition de celle-ci et dont le seul représentant politique est le président de la République.
- Nous qualifierons la politique du gouvernement Jospin depuis juin 1997 de centriste. C'est la raison de sa longévité. Il y a une place, et une seule, dans la société française entre la droite libérale et les gauchistes. **Le gouvernement occupe cette place et cette situation ne changera pas avant la construction d'une alternative à gauche face à la politique actuelle.** Les principales composantes de cette alternatives seront Le PCF, les verts et l'extrême

gauche, à la base ou au sommet, ou elle ne sera pas.

- Dans la société française, il y a un cadavre dans le placard, c'est celui des confédérations syndicales. La CFDT accentue son cours patronal. A cette situation, il y a deux responsabilités majeures. **La première est le silence, l'inaction et la crise profonde de la CGT. La multiplication et l'explosion des divergences internes au sommet de la confédération est directement le produit de l'atomisation du PCF.** Dans sa dérive, le PCF se présente aujourd'hui comme le parti du peuple tout entier, de la société française toute entière... La deuxième responsabilité majeure est interne à la CFDT. Le mouvement social de 1995 provoquait entre autres choses la naissance d'une opposition interne à la CFDT autour de la revue « *Tous ensemble* ». Dans cette opposition interne, il y avait trois ou quatre unions régionales et trois ou quatre fédérations. Un courant politique, la gauche socialiste du PS, contrôlait la totalité de cette opposition interne. Dans le cadre de sa nouvelle orientation, et en particulier de l'amélioration des relations entre Jospin et la Gauche Socialiste, dont le symbole est bien sûr l'entrée de Mélenchon au gouvernement, **la Gauche Socialiste décidait le sabotage et la dissolution du courant « Tous ensemble », d'une manière totalement bureaucratique et dans le mépris souverain de la question de l'indépendance réciproque des partis et syndicats.** On en mesure aujourd'hui les conséquences.

Ce bulletin est le vôtre, aidez-nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom : _____ Adresse N° : _____
rue : _____
Prénom : _____ Ville : _____
Code postal : _____

Je verse la somme de 100frs : Autre :

A retourner à Michel Galin, 21 rue de Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge.

CHEVENEMENT... OU LE BERGER AU LOUP.

Par Robert DUGUET.

En apprenant la troisième démission de Jean Pierre Chevènement, il m'est revenu en mémoire un souvenir d'enfance. Ma grand mère maternelle, qui était par ailleurs une laïque et qui avait soutenu dans les années d'avant guerre la gauche révolutionnaire de la SFIO, avait pour habitude de me raconter lorsque j'étais enfant des histoires en rapport avec sa culture politique, dont celle du berger au loup. C'était un berger dans la montagne qui gardait son troupeau. Comme il devait s'ennuyer et qu'il était farceur, il voulut jouer un bon tour aux habitants du village. A la différence du berger qui s'ennuyait en jouant du pipeau dans les verts pâturages, les habitants du village eux étaient affairés à leurs occupations professionnelles. Il se mit donc à crier « *Au loup ! au loup !* » Les villageois lâchèrent le marteau et l'enclume pour courir dans la montagne avec leurs fusils de chasse, pour secourir le pauvre berger. En arrivant sur place, ils constatèrent que ce dernier s'était moqué d'eux. Il retournèrent furieux à leurs occupations. Quelques jours plus tard, le loup vint réellement. Le berger cria « *Au loup !* », mais les villageois continuèrent à vaquer tranquillement à leurs occupations. Et le loup tua le berger.

Au moment de la guerre du Golfe et de la signature du Traité de Maastricht, nous avons connu un Jean Pierre Chevènement qui claquait la porte du PS et qui cherchait des alliés pour construire un parti politique. **Bien vite cependant, les alliés qu'il était allé chercher dans la gauche radicale, ont été jugés par trop encombrants. Dans la plus belle tradition bonapartiste et néo-stalinienne, l'organisation du MDC, version 1 a été vulgairement verrouillée.** Les pantalonades républicaines se sont terminées dans le soutien à la gauche plurielle, alors que le chef du MDC qui avait cloué au pilori durant plusieurs années, les dérives libérales de la fin du mitterandisme, entraînait dans un gouvernement en ayant aucune garantie quant à la politique qu'allait mener Lionel Jospin et son équipe. Mieux, si Jean

Pierre Chevènement rompt sur la question corse, il retrouve sa liberté de mouvement en déclarant que globalement la politique de la gauche plurielle est bonne pour le pays. Son premier acte consiste à poser les bases du regroupement d'un « *pôle républicain* ». Venons-en donc à cette question de fond.

La présentation d'une liste conduite par le MDC à Ajaccio pour des municipales anticipées se fait sur la ligne d'un regroupement « *rive droite, rive gauche* » des républicains. Hormis l'aspect conjoncturel lié à la question corse d'un tel regroupement, qui commence avec les amis de Chevènement et finit avec ceux de Pasqua, nous ne pensons pas que ce type d'alliance puisse avoir un avenir quelconque (d'autant que Pasqua a annoncé les couleurs : je suis à droite ! Pas d'alliance électorale avec Chevènement !) En tout cas elle n'est pas propre à redonner une perspective politique au mouvement social. **Il n'y a pas d'un côté les libéraux qui brade la nation et d'un autre les républicains. Il y a une restructuration libérale de l'économie capitaliste en crise qui entraîne le Capital à se débarrasser du cadre des Etats-Nations, en particulier la forme institutionnelle et politique qu'a pris la domination bourgeoise en France, telle que celle-ci est issue de la grande Révolution de 1789-1799, est un obstacle pour nos libéraux modernes.** La question qui est posée aujourd'hui est à notre avis la suivante : la social-démocratie, et avec elle le PCF, ont montré leur incapacité sinon à ouvrir une perspective anticapitaliste, du moins à limiter les effets de la crise libérale. La politique de la gauche plurielle montre de manière de plus en plus évidente qu'ils se font les valets des libéraux. Et Monsieur Chevènement n'échappe pas à la règle, il oscille du discours républicain intégriste sans contenu social à la soumission.

Donc attention, un MDC peut encore en cacher un autre !

Une démocratie bien tempérée

Par Jean DESON

Une interview, dans le supplément économique du " Monde " du 20 juin 2000, est passée inaperçue. Elle est pourtant extrêmement instructive. C'est une interview de Peter LILLEY, un Britannique peu connu en France. C'est pourtant lui qui, en tant que ministre des Finances, puis du Commerce et de l' Industrie et enfin de la Sécurité sociale , dans les gouvernements Thatcher et Major, a privatisé ou démantelé les plus grands services publics du Royaume Uni. L'interviewer pose donc la question de savoir comment il s'y est pris pour faire passer ces mesures , manifestement impopulaires et largement défavorables à la majorité des Britanniques Et Mr LILLEY répond avec une franchise désarmante.

Il faudrait citer toute l'interview, mais retenons quelques passages significatifs:

" Il fallait d'abord convaincre les leaders d' opinion "

"Mobiliser l'opinion en prenant des arguments clairs" ,

:" Sachant par ailleurs qu'il ne faut pas surestimer la connaissance des électeurs [!!!!] je me suis concentré sur un seul fait"

"Sachant que certains changements ne seraient pas accueillis favorablement, j'ai adopté une autre règle, à savoir lancer via les médias des ballons d'essai des mesures impopulaires. Parce que les mauvaises nouvelles ne doivent jamais être une surprise " etc...

Une démocratie à l'envers:

Pour ses fondateurs, la démocratie est, sous sa forme parlementaire, l'élection, par des citoyens informés et après débats, de représentants chargés d'appliquer une politique choisie par la majorité. Dans le système décrit par Mr LILLEY, c'est l'inverse. Il s'agit de faire passer dans l'opinion une politique décidée ailleurs , avec l'onction du suffrage universel. Il n'est absolument pas question de tenir compte des idées des citoyens, autrement que comme des symptômes d'oppositions éventuelles que l'on

devra contourner.

Inutile de dire que Mr Lilley ne fait que dire ouvertement ce qui se pratique aujourd'hui dans toutes les "démocraties" occidentales

La France:

Le suffrage universel, qui ne l'est toujours pas pour les étrangers, et depuis peu pour les femmes, a toujours été un problème pour le capital, depuis l'abandon inévitable du suffrage censitaire.

La 5^e République l'avait résolu par un mode de scrutin inique où il fallait 40.000 voix pour un député de droite à Paris, et 140.000 pour un député communiste dans l'Essonne. Avec 33% des voix, le parti gaulliste relayé par ses notables gouvernait sans partage. Sans d'ailleurs, que la gauche ne s'en indigne plus que convenu.

Mai 68 a vite montré les limites du système: les changements sociaux confrontés à un pouvoir autiste, se déplaçaient dans la rue, avec tous les risques de radicalisation. Dans le même temps, le rôle de l'Etat Nation dans la remise en marche de la machine après les guerres mondiales et coloniales, s'achevait et les premiers grands projets européens prenaient corps. La question était: comment donner à ces mouvements une expression intégrée ? Des sociologues nombreux furent consultés, des "Clubs" de réflexion constitués... et on créa le PS. Les historiens expliqueront sans doute comment, d'une SFIO discréditée par la torture et les guerres coloniales, ont fait surgir une organisation "neuve", avec quel argent, avec quels appuis. Comment on a réussi à faire passer un politicien retord , militant d'extrême droite avant guerre, pétainiste au bon moment, puis résistant, Ministre de l'Intérieur pendant la guerre d'Algérie, qui s'était présenté sur les mêmes listes que le fasciste Hersant, pour le chef de la "gauche nouvelle" , face à un PC ossifié.

Le résultat est là, "la gauche" emporte l'élection présidentielle et des couches nouvelles de la

population accèdent au droit à la parole. Les militants exultent: la gauche est passée. En réalité on a fait passer l'alternance. Et les choses se mettent en place très vite jusqu'à la cohabitation, ou deux hauts responsables, censé représenter des politiques différentes, gèrent le pays ensemble! La machine est lancée et fonctionne toujours. La France, a comblé son "retard historique", plus de partis multiples et frondeurs on a un système de bipartismes ou deux coalitions identiques se disputent les places à chaque scrutin, comme l'Allemagne, les USA ou la Grande Bretagne.

A chaque niveau politique et économique on met en place de multiples instances de "concertation" ou les militants élus peuvent s'exprimer. Bien sur sans aucun pouvoir réel, mais diffusant malgré eux des informations précises qui permettront de faire passer les décisions prises ailleurs, comme l'explique le ministre britannique. En outre, pendant qu'ils s'occupent des multiples élections, de la répartition de postes, de l'organisation des scrutins et assistent à toutes ces commissions, on éloigne ces gens de leur base sociale.

Les décisions sont prises au niveau des transnationales dirigées suivant le principe "un dollar, une voix" (rétablissant ainsi le suffrage censitaire), transmises soit directement par les multiples liens de classe, de famille , de clubs etc soit par des manipulations des monnaies, des cours mondiaux ou des Bourses pour convaincre les hésitants. Les gouvernants ne peuvent que "s'incliner devant le verdict des marchés" et appliquer une politique inverse de celle sur laquelle ils ont été élus. Les députés ne s'intéressent qu'à leur réélection, sur laquelle les directions de partis ont la haute main et on voit entrer à des postes hautement politiques des "spécialistes" jamais élus (Florence Parly, Claude Allègre ...). La haute administration achève de verrouiller le système (lire le livre "On ne peut rien faire Madame la Ministre", de l'ancienne ministre de l'environnement, qui n'est pourtant pas une gauchiste).

Le Parlement n'est même pas consulté sur l'entrée en guerre de la France au Kosovo, pas plus que sur l'AMI, ou sur l'OMC , mais il débat âprement des "problèmes de société", comme le PACS ou la Parité ..

Mais si l'on n'est plus élu sur une politique que l'on n'appliquera pas, il faut , comme un bon

commerçant, proposer un produit électoralement "vendable". Les dernières présidentielles françaises ont été assez éloquentes. Balladur, qui fait une campagne de droite classique, rigueur , sérieux, et poignées de main sur les marchés est balayé par Chirac qui se bat à front renversé. A lui la "fracture sociale", les accents révolutionnaires! Comme d'habitude il ne fait pas dans le dentelle: ses conseillers laissent entendre, que..., dans sa jeunesse... , il aurait vendu ...l'Humanité!

Et il écrase Balladur. Evidemment il abandonne cyniquement ces oripeaux dès son arrivée a l'Elysée .

N'oublions pas le "débat" télévisé Chirac - Jospin ou chacun a tellement peur de perdre une voix qu'en coupant l'image , il était impossible d'attribuer les interventions. Pendant ce temps, implacablement, la machine "libérale" impose ses choix : précarité, privatisations, marchandisation du vivant et du corps humain. Circulez, il n'y a rien a voir!

La "démocratie parlementaire", réduite à un rituel électoral validant l'exercice du pouvoir réduit à la gestion optimale des choix des transnationales est devenu l'instrument même de la mondialisation sauvage. D'où le terrible sentiment d'impuissance et de démoralisation. Avec aussi une très grave conséquence: si l'on veut des choses réelles, on ne s'embarrasse pas des faux semblants démocratiques, on emploie la force ouverte. Les clandestins corses , à coup de bombes et d'assassinats entrent à Matignon, à une moindre échelle, les patrons du transport imposent la politique énergétique.

Deux faux débats:

" La droite et la gauche , c'est la même chose": évidemment, non et pour une raison très simple, elles ne sont pas élues par les mêmes gens. La politique fondamentale sera bien la même, mais chacun des camps s'efforcera de favoriser ses électeurs, dans les limites imposées.

" Ca ne sert à rien de voter" Là, il faut sans doute distinguer l'abstention du militant écœuré, parfaitement compréhensible, puisqu'en fait le vote blanc n'a aucun effet, de celle de l'indifférent .